

Session de Genève – 1892

Projet d'une convention concernant la création d'une Union internationale pour la publication des traités conclus par les Puissances qui y accéderont

(Rapporteur : M. Frédéric de Martens)

S.M. l'Empereur d'Allemagne, etc., etc., etc. ... animés du désir de faciliter, autant que possible, la connaissance exacte et prompte de tous les traités, conventions et arrangements internationaux quelconques conclus entre eux ou par les gouvernements contractants avec d'autres Etats non contractants, ont résolu de conclure la présente convention, afin d'assurer la publication des actes internationaux susmentionnés et ont nommé, etc., etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des articles suivants :

Article premier

Il est établi par un accord de tous les gouvernements de... et de tous les gouvernements qui, à l'avenir, accéderont à la présente convention, une association sous le titre de : *Union internationale pour la publication des traités entre Etats*.

Article 2

Cette Union a pour but de publier, à frais communs, et de faire connaître promptement et exactement les engagements internationaux, de quelque nature, forme ou portée qu'ils puissent être, conclus par les différents Etats contractants.

Article 3

A cette fin, il sera créé à Berne un Bureau international chargé de la publication des traités et conventions entre Etats.

Un Règlement spécial, fixant le fonctionnement de ce Bureau, est annexé à la présente convention et aura la même force obligatoire.

Article 4

Le Bureau international publiera un recueil intitulé : *Recueil international des traités*. Cette publication sera reconnue comme l'organe officiel de l'Union internationale pour la publication des traités entre Etats, et elle fera preuve devant tous les tribunaux des Puissances contractantes.

Article 5

Les Parties contractantes s'engagent à communiquer, aussi promptement que possible, au Bureau international, pour être publiés dans le *Recueil international des traités et conventions*, les documents suivants :

- 1) Tous les traités, conventions, déclarations ou autres actes internationaux ayant force obligatoire pour les Etats signataires de la présente convention et qui seront publiés dans ces différents pays ; ne sont pas exclus de cette communication les actes internationaux conclus par les Puissances contractantes avec les Etats qui n'ont point adhéré à la présente Union internationale ;
- 2) Toutes les lois, ordonnances ou règlements intérieurs publiés par les gouvernements contractants dans leurs pays respectifs en exécution des traités ou conventions signés en leur nom et ratifiés ;
- 3) Les procès-verbaux des congrès internationaux ou conférences, qui seront transmis au Bureau international par les soins de la Puissance sur le territoire de laquelle auront lieu ces congrès ou conférences ;
- 4) Les circulaires ou instructions que lesdits gouvernements adresseront à leurs agents diplomatiques ou consulaires en vue d'assurer l'exécution uniforme des engagements internationaux pris par eux, étant stipulé qu'il dépend de l'appréciation de chaque gouvernement de communiquer au Bureau international telle circulaire ou instruction qu'il jugera convenable.

Article 6

Tous les documents mentionnés dans l'article précédent seront communiqués au Bureau international dans leur texte original et accompagnés éventuellement d'une traduction française.

Article 7

Tous les documents communiqués officiellement, en vertu de l'article 5, au Bureau international, seront publiés dans le *Recueil international des traités* d'après le texte authentique et dans la langue originale, sans la moindre modification de l'acte communiqué.

Les actes internationaux non conclus en français seront publiés avec une traduction française reconnue expressément par les Parties contractantes comme conforme au texte authentique du traité ou convention et comme ayant force obligatoire pour elles.

Toute exception à cette règle générale doit être constatée formellement et mentionnée en tête de l'acte publié.

Article 8

Tous les actes internationaux seront publiés par le Bureau international sans commentaire.

Article 9

Les Etats contractants ou adhérents s'engagent à communiquer au Bureau international tous les actes internationaux (article 5, 1) dans le délai de deux mois après leur mise en vigueur ; tous les autres actes énumérés à l'article 5 (2, 3 et 4) dans le délai d'un mois après leur publication ou mise à exécution.

Article 10

La présente convention restera en vigueur pendant cinq ans à partir de l'échange des ratifications.

Article 11

Sur la demande d'un gouvernement contractant ou adhérent, une nouvelle conférence internationale pourrait être convoquée après l'expiration du terme de cinq ans, afin d'introduire des améliorations ou des modifications qui seraient jugées utiles ou nécessaires.

Article 12

Si douze mois avant l'expiration des cinq premières années, aucune demande prévue par l'article précédent n'a été faite, la présente convention restera en vigueur pendant les cinq années suivantes et, ainsi de suite, de cinq en cinq ans.

En foi de quoi, etc.

*

(7 septembre 1892)